

Les libéraux fédéraux sont de moins en moins chauds pour le libre-échange

■ Si l'on en croit le sentiment qui se dégage d'un colloque tenu hier par le Parti libéral fédéral, la question du libre-échange n'aura pas pour les libéraux, aux prochaines élections, le même caractère d'urgence qu'elle revêt actuellement pour le gouvernement de M. Mulroney.

Résumant les délibérations de ce colloque, qui a attiré quelque 175 militants à l'Université de Montréal, Serge Joyal, président de la commission politique du PLC, a affirmé que le projet de libre-échange actuel soulève beaucoup d'incertitudes.

«Ce qui nous a le plus refroidi, dit-il, c'est l'affirmation de M. Laurent Picard selon lequel le libre-échange ne nous garantit au-

cunement que le Canada ne deviendrait pas West Virginia». Cet État américain affiche un taux de pauvreté très élevé.

M. Laurent Picard a été commissaire à la Commission MacDonald dont les recommandations ont été favorables au libre-échange. En plus de M. Picard, le colloque du Parti libéral comportait des représentants des milieux agricoles, universitaires, culturels et syndicaux.

«Les Canadiens, a dit M. Joyal, en guise de résumé, ne sont pas prêts à devenir des Américains. On est marié économiquement avec les Américains, mais on ne sait pas trop quel prix il faudrait payer pour en faire un mariage absolu. Ce qui est évident aux

yeux de tout le monde, c'est que le Canada ne peut pas mettre tous ses oeufs économiques dans le même panier, qui est le panier américain.»

M. Joyal a rappelé que 80 p. cent du commerce entre le Canada et les États-Unis se fait déjà sous le régime du libre-échange. «Mais, dit-il, il y a une importante réflexion à faire avant de laisser aller les 20 p. cent qui restent.»

Le colloque a mis en évidence, selon M. Joyal, que les implications politiques, sociales et culturelles du libre-échange n'ont pas encore été vraiment débattues. De plus, ajoute-t-il, les mécanismes d'ajustement, de transition et d'arbitrage sont encore totale-

ment inconnus, ce qui fait qu'on en est encore, dans cette question du libre-échange, dans le domaine des hypothèses.

Par ailleurs, le Parti libéral se dirige, précise M. Joyal, vers une redéfinition de la politique commerciale canadienne qui n'est pas uniquement ancrée sur le libre-échange. Le PLC, a affirmé en substance M. Joyal, favorise une approche diversifiée et non une simple approche bilatérale avec les seuls États-Unis. Il faut, dit-il, négocier plus largement avec nos partenaires du GATT, tant en Asie qu'en Europe, plutôt que de s'engager dans le corridor unique que constitue le libre-échange avec les USA.